



DOSSIER PARTICIPANTS / PARTICIPANTS RECORD



Paris, July 1st – 1^{er} juillet 2016



À l'occasion de son 60^e anniversaire et de l'adhésion de la Corée en tant que 21^e membre, le Club de Paris organise une conférence internationale le **vendredi 1^{er} juillet 2016 à Bercy.**

Des intervenants de premier plan partageront à cette occasion leur expérience des crises passées de la dette, et tâcheront de tracer en commun des perspectives pour la restructuration des dettes souveraines. Cette conférence sera également l'occasion de souhaiter la bienvenue à la République de Corée, en sa qualité de 21^e et nouveau membre du Club de Paris.



The Paris Club will host an international conference on **Friday 1st July 2016 at the French Ministry of Finance** to celebrate its 60th anniversary and to welcome Korea as its 21st member.

High-level officials will share their experience of past debt crises and map out perspectives for the future of sovereign debt restructuring. Following these exchanges, Korea will be formally welcomed as the Paris Club's 21st member.

/SOMMAIRE

/SUMMARY

07

PROGRAMME

09

PARTIE I

QU'EST-CE QUE LE CLUB DE PARIS ?

12

PARTIE II

LES GRANDES DATES DU CLUB DE PARIS

14

PARTIE III

**LE CLUB DE PARIS S'ÉLARGIT POUR
S'ADAPTER AU PAYSAGE CHANGEANT
DES FINANCEMENTS OFFICIELS**

16

PARTIE IV

LA CORÉE, 21^E MEMBRE DU CLUB DE PARIS

18

BIOGRAPHIES

07

PROGRAM

09

PART I

WHAT IS THE PARIS CLUB ?

12

PART II

PARIS CLUB MILESTONES

14

PART III

**THE PARIS CLUB EXPANDS TO ADAPT
TO THE CHANGING LANDSCAPE
OF OFFICIAL FINANCING**

16

PART IV

**KOREA, THE 21ST MEMBER
OF THE PARIS CLUB**

18

BIOGRAPHIES

60^E ANNIVERSAIRE DU CLUB DE PARIS

1^{er} juillet 2016, 9h00– 13h00

Ministère des Finances et des Comptes Publics

- 139 rue de Bercy 75012 Paris -

8h00 – 9h00

Café d'accueil

9h00 – 9h15

Discours d'ouverture

Odile RENAUD-BASSO, Directrice Générale du Trésor et Présidente du Club de Paris

Jacques de LAROSIÈRE, Gouverneur honoraire de la Banque de France et ancien Président du Club de Paris

9h15 – 10h30

Le rôle du Club de Paris dans le système financier international : 60 ans de contribution effective d'une institution informelle

• Modérateur : Craig Copetas, Journaliste indépendant - TRT World

Benoît CŒURÉ, Membre du Directoire, Banque Centrale Européenne

Daniel Kablan DUNCAN, Premier Ministre, Côte d'Ivoire

Christian NOYER, Gouverneur honoraire de la Banque de France et ancien Président du Club de Paris

Luiz PEREIRA DA SILVA, Directeur général adjoint, Banque des Règlements Internationaux

10h30 – 11h00

Pause café

11h00 – 11h15

Intervention

Christine LAGARDE, Directrice Générale, Fonds Monétaire International

11h15 – 12h30

Les acteurs souverains dans l'environnement changeant de la restructuration de dette officielle

• Modérateur : Craig Copetas, Journaliste indépendant - TRT World

Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

Joaquim LEVY, Directeur Général et Directeur financier principal, Banque Mondiale

Jean-Claude TRICHET, ancien Président de la Banque centrale européenne et ancien Président du Club de Paris

Tao ZHANG, Vice-Gouverneur, Banque populaire de Chine

Nathan SHEETS, Sous-Secrétaire du Trésor aux affaires internationales, États-Unis

12h30 – 12h45

Discours de clôture

Michel SAPIN, Ministre des Finances et des Comptes Publics, France

Sang Mok CHOI, Vice-Ministre de la Stratégie et des Finances, Corée

12h45 – 13h00

Corée - Cérémonie d'adhésion en tant que 21^e membre du Club de Paris

13h00 – 14h30

Déjeuner

PARIS CLUB 60TH ANNIVERSARY

July 1st 2016, 9.00 am – 1.00 pm
Ministry of Finance and Public Accounts
- 139 rue de Bercy 75012 Paris -

8:00 – 9:00

Welcome Coffee

9:00 – 9:15

Opening statements

Odile RENAUD-BASSO, Director General of the Treasury and Chairpers on of the Paris Club

Jacques de LAROSIÈRE, Honorary Governor of Banque de France, former Chairman of the Paris Club

9:15 – 10:30

The Paris Club in the international financial system : 60 years of effective contribution from an informal institution

• Moderator : Craig Copetas, Editor at large TRT World

Benoît COEURÉ, Member of the Executive Board, European Central Bank

Daniel Kablan DUNCAN, Prime Minister, Côte d'Ivoire

Christian NOYER, Honorary Governor of Banque de France and former Chairman of the Paris Club

Luiz PEREIRA DA SILVA, Deputy General Manager, Bank for International Settlements

10:30 – 11:00

Coffee Break

11:00 – 11:15

Keynote intervention

Christine LAGARDE, Managing Director, International Monetary Fund

11:15 – 12:30

Sovereign actors and the changing landscape of official debt restructuring

• Moderator : Craig Copetas, Editor at large TRT World

Tiémoko Meyliet KONE, Governor of the Central Bank of the West African States

Joaquim LEVY, Managing Director and Chief Financial Officer, World Bank

Jean-Claude TRICHET, former President of the European Central Bank and former chairman of the Paris

Tao ZHANG, Deputy Governor, People's Bank of China

Nathan SHEETS, Treasury Under Secretary for International Affairs, United States

12:30 – 12:45

Concluding remarks

Michel SAPIN, Minister of Finance and Public Accounts, France

Sang Mok CHOI, Vice-Minister of Strategy and Finance, Korea

12:45 – 13:00

Korea – Accession Ceremony as the 21st member of the Paris Club

13:00 – 14:30

Lunch

PARTIE I

QU'EST-CE QUE LE CLUB DE PARIS ?

Les bases de ce qui allait devenir le Club de Paris ont été posées en 1956, à l'occasion d'une négociation de dette entre l'Argentine et onze pays créanciers ; rapidement, ce format s'est élargi à dix-huit créanciers sous le nom de « Club de Paris ». Il est devenu la principale enceinte de coordination entre créanciers officiels pour la négociation des accords de restructuration de dette souveraine.

Travaillant main dans la main avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, le Club de Paris a négocié plus de 433 accords avec 90 pays débiteurs, ce qui représente plus de 583 Md\$ traités (hors rachats anticipés). Comme détaillé dans le graphique ci-dessous, ces traitements de dette ont pris différentes formes : des traitements au titre de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE), des rééchelonnements, des annulations partielles et des rachats anticipés.

Aujourd'hui, le Club de Paris est un groupe informel de 21 pays créanciers. Il se réunit régulièrement pour échanger des informations sur la dette officielle, veiller au recouvrement des créances et traiter de façon coordonnée la dette qui leur est due par des pays débiteurs. Il traite **uniquement les créances officielles**, c'est-à-dire celles qui sont dues aux créanciers du Club de Paris par les gouvernements des pays débiteurs et par le secteur privé garanti par le secteur public.

Une des grandes forces du Club de Paris est sa flexibilité : n'étant pas formellement une organisation internationale, il est en mesure de s'adapter à chaque situation de crise de dette et d'y apporter au cas par cas la réponse appropriée. Ses principes de solidarité entre membres et de consensus garantissent que tous ses membres bénéficient d'un traitement équitable. Ce mode de fonctionnement encourage la conclusion d'accords coordonnés.

PART I

WHAT IS THE PARIS CLUB ?

The groundwork for the Paris Club was laid in 1956, during debt negotiations between Argentina and eleven creditor countries. The negotiation format was soon extended to 18 creditors under the "Paris Club" name. It has since become the main forum for coordination between official creditors negotiating sovereign debt restructuring agreements.

The Paris Club has worked hand-in-hand with the International Monetary Fund (IMF) and the World Bank to negotiate more than 433 agreements with 90 debtor countries and treated more than US\$583bn in debt (not including early repayments). As the chart below shows, the debt treatments have taken many forms: treatment under the Heavily Indebted Poor Countries Initiative (HIPC), rescheduling, partial cancellation and debt buy-back.

Today, the Paris Club is an informal group of 21 creditor countries. The Club holds periodic meetings to share information about official debt, ensure collection of claims and coordinate the treatment of debt owed to members by debtor countries. It deals only with official claims, meaning debts owed to the Paris Club creditors by the governments of the debtor countries and private sector debt guaranteed by the public sector.

One of the leading strengths of the Paris Club is its flexibility : since it is not an official international organisation, it is able to adapt to the circumstances of each debt crisis and provide appropriate responses on a case-by-case basis. The principles of solidarity between members and consensus ensure that all members are treated equitably. This operating mode encourages coordinated agreements.

Qui sont les membres du Club de Paris ?

Le Club de Paris a 21 membres

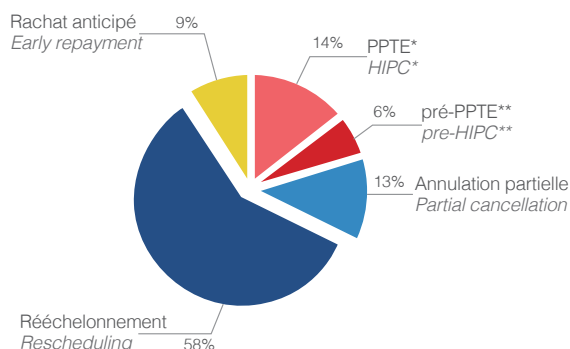
permanents : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée (à compter du 1er juillet 2016), Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Suède et Suisse.

D'autres créanciers officiels participent également aux sessions de négociations

ou aux « Tours d'Horizon » (réunions qui se tiennent sur une base mensuelle). Ceux-ci s'engagent à agir de bonne foi et à respecter les principes et les règles du Club de Paris. 12 créanciers ont participé à des négociations ou à des Tours d'Horizon : 4 pays de manière régulière – l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et la Turquie ; et 8 pays plus ponctuellement – Abu Dhabi, Argentine, Koweït, Mexique, Maroc, Nouvelle Zélande, Portugal, et Trinité-et-Tobago.

Enfin, des représentants du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale participent à chaque réunion et négociation du Club de Paris. Ils ne prennent pas formellement part aux décisions, mais leurs analyses de la situation économique et financière des pays débiteurs jouent un rôle clef.

Montants cumulés traités en Club de Paris - Md\$
Cumulative amounts treated in Paris Club - USD Bn



*PPTE : traitements au titre de l'initiative pour les Pays pauvres très endettés (PPTE)

*HIPC : treatment under the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) initiative

**pré-PPTE : traitements accordés aux Pays pauvres très endettés (PPTE) avant le lancement de l'initiative

**pre-HIPC : treatment for Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) before the start of the initiative

Who are the Paris Club members ?

The Paris Club has 21 permanent

members : Australia, Austria, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Israel, Italy, Japan, Korea (as of 1 July 2016), Netherlands, Norway, Russia, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, and the United States of America.

Other official creditors also participate in negotiation sessions

and monthly "Tours d'Horizon" discussions. These participants undertake to act in good faith and abide by the Paris Club principles and rules. Twelve creditors have participated in negotiation sessions or "Tours d'Horizon" discussions: four countries are regular participants: Brazil, China, South Africa and Turkey; and eight countries are more occasional participants: Abu Dhabi, Argentina, Kuwait, Mexico, Morocco, New Zealand, Portugal and Trinidad-and-Tobago.

Representatives of the International Monetary Fund and the World Bank also attend every Paris Club meeting and negotiation session.

They do not have an official part in decision-making, but their analyses of the economic and financial situations of the debtor countries play a key role.



Comment fonctionne le Club de Paris ?

Le Président du Club de Paris est le Directeur général du Trésor français. Ses proches collaborateurs sont respectivement le Co-Président et le Vice-Président du Club de Paris. La Présidence est assistée d'un Secrétariat permanent. Les pays créanciers se réunissent tous les mois à Paris lors de « Tours d'horizon » pour échanger sur la situation des pays débiteurs en matière d'endettement extérieur et pour traiter de questions méthodologiques liées à la dette souveraine.

Les sessions de négociation sont organisées à la demande d'un pays débiteur. Un pays souhaitant renégocier sa dette peut entrer en négociation avec le Club de Paris lorsqu'il a conclu avec le FMI un accord sur un programme économique qui montre qu'il n'est pas en mesure d'honorer ses obligations en matière de dette, et qu'il a par conséquent besoin de réaménager sa dette à l'égard des créanciers extérieurs.

Les 6 principes du Club de Paris sont les suivants : solidarité, consensus, partage d'informations, décisions au cas par cas, conditionnalité et comparabilité de traitement.



How does the Paris Club work ?

The Chairman of the Paris Club is the Director General of the French Treasury.

His closest collaborators from the Treasury serve as the Co-Chairman and Vice-Chairman of the Paris Club. A permanent Secretariat assists the Chair. The creditor countries hold monthly meetings in Paris for the "Tours d'Horizon" discussions about the external debt situations of the debtor countries and about methodological issues related to sovereign debt.

Negotiation sessions are held at the request of a debtor country.

A country seeking to renegotiate its debt may start negotiations with the Paris Club if it has reached an agreement with the IMF on an economic programme that demonstrates that the country is not able to meet its debt obligations and thus needs a new arrangement with its external creditors.

The 6 Paris Club Principles are : solidarity, consensus, information sharing, case-by-case decisions, conditionality and comparability of treatment.

PARTIE II

LES GRANDES DATES DU CLUB DE PARIS

1956

Accord avec l'Argentine et fondation de ce qui deviendra le Club de Paris

1956-1980

Premiers accords de rééchelonnement, essentiellement en Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Pérou), mais aussi avec l'Indonésie, la Turquie et le Zaïre

Années 1980-1990

La fréquence des traitements en Club augmente fortement en conséquence de la crise latino-américaine après 1982 (Mexique, Brésil, Argentine, Pérou...) et de la crise asiatique après 1997 (Indonésie, Pakistan...)

1988

Premier accord comportant une part d'annulation de la dette (au bénéfice du Mali)

1991

Traitement de la Pologne et de l'Égypte

1993

Premier traitement de la dette de la Russie

Fin des années 1990

Le Club de Paris formalise des traitements avec une forte composante d'annulation (termes de Naples adoptés en 1994 : 50% ou 67% d'annulation)

1996

Lancement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), renforcée en 1999 : elle concerne 39 pays et vise une annulation quasi-totale de la dette ; en 2016, 36 pays ont vu leur dette traitée dans ce cadre, représentant un effort total de 27 Md\$ par le Club de Paris

1997

La Russie rejoint le Club de Paris

PART II

PARIS CLUB MILESTONES

1956

Agreement with Argentina and foundation of what would become the Paris Club

1956-1980

First rescheduling agreements, primarily in Latin America (Argentina, Brazil, Chile, Peru), as well as with Indonesia, Turkey and Zaire

1980s-1990s

The frequency of Paris Club treatments soared as a consequence of the Latin-American crisis after 1982 (Mexico, Brazil, Argentina, Peru, etc.) and the Asian crisis after 1997 (Indonesia, Pakistan, etc.)

1988

First agreement to include debt cancellation (Mali)

1991

Treatments granted to Poland and Egypt

1993

First treatment granted for Russia's debt

End of the 1990s

The Paris Club officialises treatments with a large cancellation component (Naples terms adopted in 1994: cancellation of 50% or 67% of the debt stock)

1996

Launch of the Heavily Indebted Poor Countries initiative (HIPC), enhanced in 1999: the initiative covers 39 countries and aims to cancel most of their debt; in 2016, 36 countries were granted debt treatments under the initiative, representing a total effort of US\$27bn by the Paris Club

1997

Russia joins the Paris Club

2001

Lancement de la réunion annuelle d'échanges entre les créanciers officiels du Club de Paris et les créanciers privés réunis au sein de l'Institute for International Finance

2004

Accord avec l'Irak (traitement de 39 Md\$)

2005

Accord avec le Nigéria (traitement de 30 Md\$)

2005-2006

Rachats anticipés par la Russie et l'Algérie (total de 45 Md\$)

2013

Lancement du Forum de Paris, enceinte d'échanges entre l'ensemble des créanciers et des débiteurs souverains

2014

Accord avec l'Argentine portant sur un apurement d'arriérés, pour près de 10 Md\$; Israël devient le 20^e membre du Club de Paris

2016

La Corée devient le 21^e membre du Club de Paris

2001

Launch of the annual discussion meeting between the Paris Club official creditors and private-sector creditors belonging to the Institute for International Finance

2004

Agreement with Iraq (treatment of US\$39bn)

2005

Agreement with Nigeria (treatment of US\$30bn)

2005-2006

Early repayments by Russia and Algeria (total of US\$45bn)

2013

Launch of the Paris Forum for discussions between all sovereign creditors and debtors

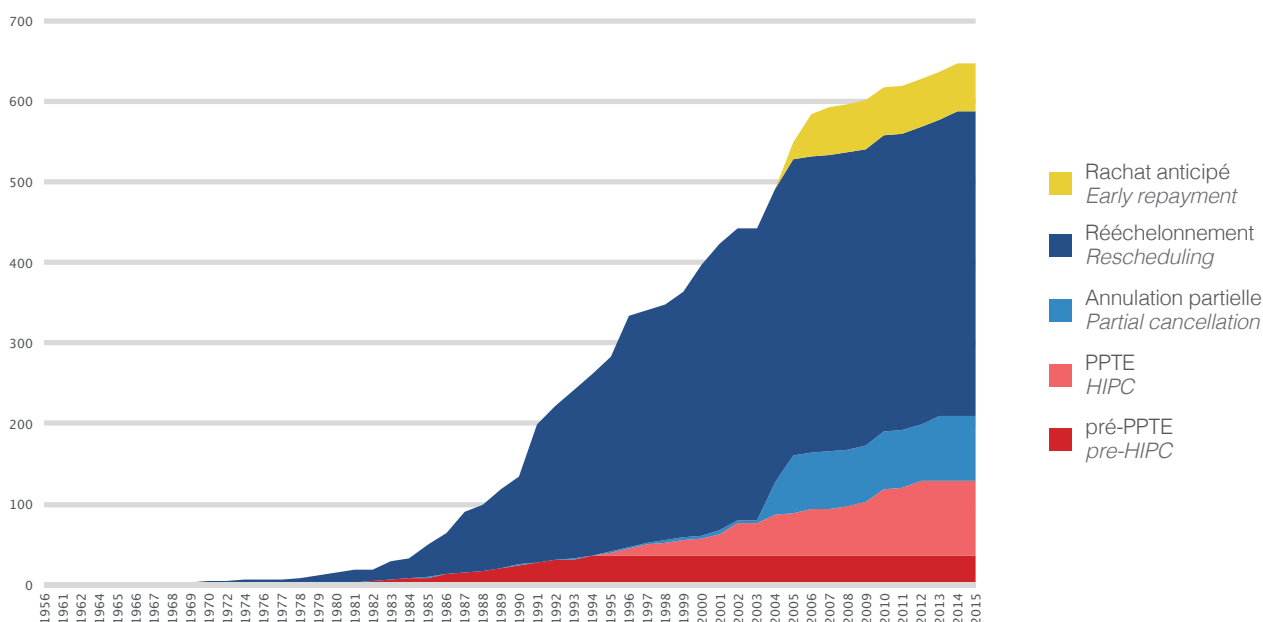
2014

Agreement with Argentina on arrears clearance, totalling nearly US\$10bn; Israel becomes the 20th Paris Club member

2016

Korea becomes the 21st Paris Club member

Montants cumulés traités en Club de Paris - Md\$
Cumulative amounts treated in Paris Club - USD Bn



PARTIE III

LE CLUB DE PARIS S'ÉLARGIT POUR S'ADAPTER AU PAYSAGE CHANGEANT DES FINANCEMENTS OFFICIELS

Les pays émergents sont devenus des créanciers de premier plan. La division Nord-Sud qui a caractérisé les flux de financements officiels pendant plusieurs décennies a perdu sa pertinence. D'un côté, plusieurs bénéficiaires actuels et passés d'aide publique au développement apportent aujourd'hui des volumes importants de financements officiels aux pays en développement – à finalité commerciale ou développementale. D'un autre côté, les créanciers « traditionnels » ont accordé des annulations de dette de grande ampleur à travers le Club de Paris – dont 27 milliards de dollars en valeur actuelle nette à fin 2014 au titre de l'initiative PPTE. En conséquence, les pays émergents détiennent à présent une part importante et croissante de la dette officielle des pays en développement.

Cette évolution appelle une expansion du Club de Paris aux principaux créanciers émergents. C'est dans notre intérêt collectif : quand un pays est frappé par une crise de la dette et perd l'accès aux marchés, nous avons besoin d'instruments collectifs pour restaurer la soutenabilité de sa dette en lien avec le Fonds monétaire international.

PART III

THE PARIS CLUB EXPANDS TO ADAPT TO THE CHANGING LANDSCAPE OF OFFICIAL FINANCING

Emerging countries have become major creditors. The old North-South division that characterised official financing flows for decades is no longer relevant. On the one hand, current and past beneficiaries of Official Development Assistance are now providing large volumes of official financing to developing countries for trade or development purposes. On the other hand, “traditional” creditors have granted debt cancellation on a large scale through the Paris Club, including US\$27bn in net present value at the end of 2014 under the HIPC initiative. Consequently, emerging countries now own a large and growing share of developing countries' official debt.

This change calls for the Paris Club to expand to include the major emerging creditor countries. It is in our collective interest to do so: when a debt crisis hits a country, which then loses access to market financing, we need to have collective instruments to restore the sustainability of its debt in conjunction with the International Monetary Fund.

Il est également dans l'intérêt des créanciers émergents de rejoindre le Club de Paris.

En plus des bénéfices collectifs d'une action coordonnée (moindre fréquence des crises d'endettement), ils auront une meilleure visibilité sur leurs créances (grâce au partage d'informations) et seront en mesure de mieux se coordonner avec les autres créanciers officiels quand une restructuration de dette est requise. Leur participation aux discussions du Club de Paris leur donnera par ailleurs une influence accrue sur les enjeux de dette souveraine.

Dans ce processus d'expansion, les principes du Club de Paris seront préservés.

C'est un point crucial, car l'efficacité et la réputation du Club de Paris dans le système multilatéral s'appuient sur la mise en œuvre constante de principes inchangés : partage d'information, solidarité, consensus, conditionnalité, approche au cas par cas, et comparabilité de traitement.

2016 est une année pivot pour ce processus d'expansion.

Plusieurs créanciers émergents – Corée, Brésil, Chine, Afrique du Sud, Turquie – participent régulièrement aux discussions du Club de Paris sans pour autant en être membre (un statut temporaire de « Participant Ad Hoc » a été défini à cette fin). Ces créanciers resserrent leurs liens avec le Club de Paris : le Brésil a participé à l'exercice 2015 de partage des données, l'Afrique du Sud a participé à la négociation avec les Seychelles, la Chine a encouragé des échanges en profondeur sur l'expansion du Club de Paris dans le contexte des discussions en G20 (dont la Chine assure la Présidence cette année), et la Corée deviendra le 1^{er} juillet le 21^e membre du Club de Paris.

Cette expansion aux créanciers émergents permettra au Club de Paris de renforcer son efficacité comme enceinte de coordination entre créanciers souverains sur les sujets de dette.

It is also in the best interest of the emerging creditor countries to join the Paris Club.

In addition to the collective benefits of coordinated action, which reduces the frequency of debt crises, information sharing will provide them with a clearer picture of their claims and they will be able to coordinate more effectively with the other official creditors when a debt restructuring is required. Participating in Paris Club discussions will also give them a larger say in sovereign debt matters.

The Paris Club principles will be preserved during the expansion process.

This is a crucial point, since the Paris Club's effectiveness and reputation in the multilateral system are based on the constant implementation of unchanging principles: information sharing, solidarity, consensus, case-by-case approach, conditionality and comparability of treatment.

The year 2016 is pivotal for the expansion process.

Several emerging creditor countries (Korea, Brazil, China, South African, Turkey) participate periodically in the Paris Club discussions even though they are not members. A temporary "Ad Hoc participant" status has been defined for this purpose. These creditors are forging stronger links with the Paris Club: in 2015, Brazil participated in information sharing, South Africa participated in the negotiation with the Seychelles, China encouraged in-depth discussions on expanding the Paris Club during the G20 discussions (China holds the G20 Presidency in 2016), and Korea will become the 21st Paris Club member on 1st July 2016.

Expanding the Paris Club to include emerging creditor countries will enhance the effectiveness of the Paris Club as a forum for coordination between sovereign creditors on debt matters.

PARTIE IV

LA CORÉE, 21^E MEMBRE DU CLUB DE PARIS

La Corée a un long historique de coopération avec le Club de Paris. Elle a été régulièrement associée aux discussions et négociations du Club de Paris depuis les années 1990 : elle a participé à neuf négociations au total comme créancier (notamment avec l'Indonésie, le Pakistan, l'Irak et le Sri Lanka) et à un grand nombre des réunions mensuelles du Club de Paris (les « Tours d'horizon »).

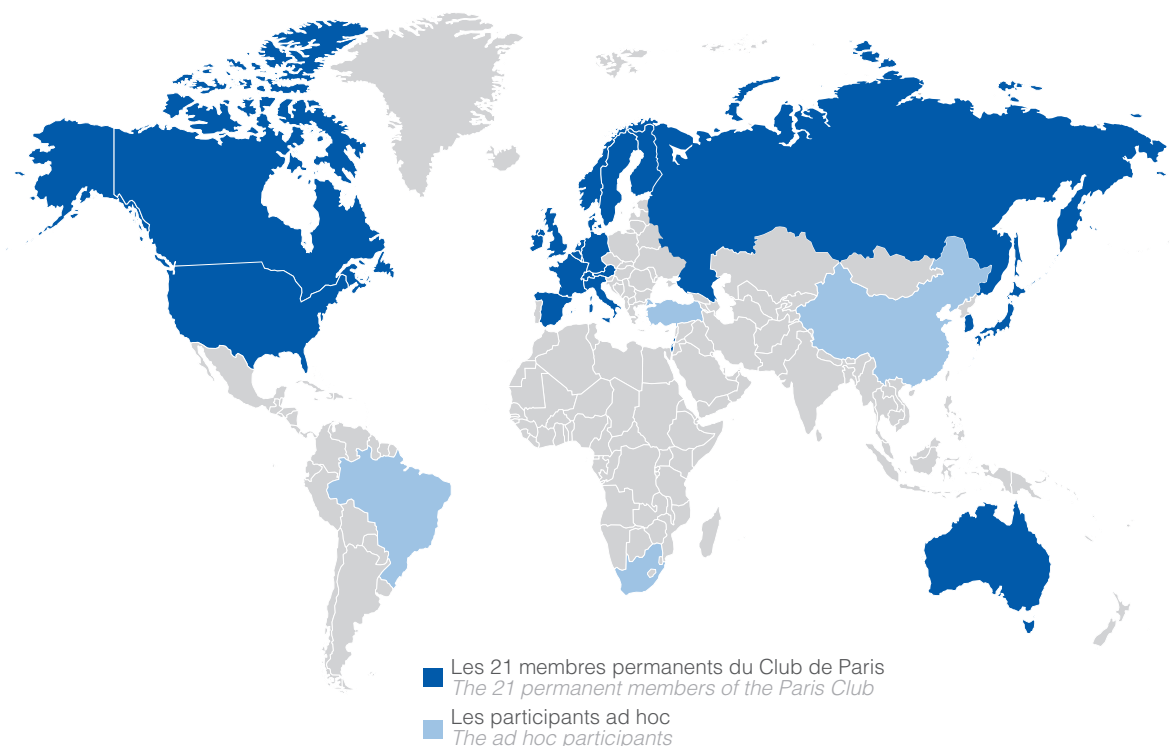
La Corée partage pleinement les Principes du Club de Paris. En particulier, la Corée a participé à l'exercice 2015 de partage des données, par lequel tous les membres du Club de Paris partagent leur exposition sur les pays en développement. La Corée a également mis en œuvre des traitements de dette comparables à ceux décidés par le Club de Paris et rempli ses engagements au titre de l'initiative PPTE.

PARTY IV

KOREA, 21ST MEMBER OF THE PARIS CLUB

Korea has a long history of cooperating with the Paris Club. It has participated regularly in Paris Club discussions and negotiations since the 1990s. It participated in a total of nine negotiations as a creditor, including negotiations with Indonesia, Pakistan, Iraq and Sri Lanka, and attended many of the monthly Paris Club "Tours d'Horizon" meetings.

Korea adheres fully to the Paris Club Principles. More specifically, Korea participated in information sharing in 2015. (the Paris Club members all share information about their exposure to developing countries). Korea has also implemented debt treatments that are comparable to those granted by the Paris Club and has fulfilled its commitments under the HIPC initiative.



Après approbation formelle par les membres du Club de Paris, la Corée en deviendra le 21^e membre le 1^{er} juillet. Après la Russie en 1997 et Israël en 2014, la Corée est le premier créancier émergent à rejoindre le Club de Paris.

L'adhésion de la Corée au Club de Paris constitue une étape majeure dans l'ouverture du Club aux acteurs émergents.

Principale enceinte internationale pour les restructurations de dette bilatérale officielle, le Club de Paris s'assure ainsi de demeurer un instrument efficace de coordination et d'action au service de la stabilité financière internationale.

After receiving the official approval of the Paris Club members, Korea will become its 21st member on 1st July 2016. Following Russia in 1997, and Israel in 2014, Korea is the first emerging creditor country to join the Paris Club.

Korea's Paris Club membership marks a major step towards opening the Paris Club up to emerging countries. As the principal international forum for restructuring official bilateral debt, the Paris Club ensures that it will continue to be an effective instrument for coordination and action to maintain international financial stability.

ODILE RENAUD BASSO

Discours d'ouverture

Opening statements



Directrice Générale du Trésor et Présidente du Club de Paris

Conseiller maître à la Cour des Comptes, Odile Renaud-Basso est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et ancienne élève de l'ENA (1990, Promotion Jean Monnet).

Après avoir débuté sa carrière en tant qu'auditeur à la Cour des Comptes (1990-1994), Odile Renaud-Basso rejoint la direction du Trésor où elle occupera de 1994 à 2005 des fonctions en relation avec les problématiques internationales, industrielles et financières. Elle est nommée en 2005 Directrice à la Direction des Affaires économiques et financières (DG Ecfi) de la Commission européenne et poursuit sa carrière dans les sphères européennes en devenant en 2010 chef de cabinet adjoint du Président du Conseil Européen.

En mai 2012, elle rejoint Maignon en qualité de Directrice adjointe du cabinet du Premier ministre. Puis en septembre 2013, elle occupe le poste de Directrice générale adjointe de la Caisse des Dépôts, Directrice des Fonds d'Epargne.

Le 30 juin 2016, Odile Renaud-Basso est nommée Directrice générale du Trésor.

Director General of the French Treasury and Chairperson of the Paris Club

Odile Renaud-Basso graduated from the Institut d'études politiques of Paris (IEP-1988) and Ecole Nationale d'Administration (ENA) alumnus (Jean Monnet Promotion 1990).

After starting her career as auditor at Cour des Comptes (1990-1994), Odile Renaud-Basso joined the French Treasury where she was in charge from 1994 to 2005 of international, industrial and financial affairs. In 2005, she was appointed as Director in the Directorate-General for Economic and Financial Affairs – at the European Commission (ECFIN) and continued her career in European affairs becoming in 2010 Deputy Head of cabinet of the President of the European Council.

In May 2012, she joined the Office of the French Prime Minister as Deputy Director. Then, in September 2013, she was appointed as Deputy Chief Executive Officer of Caisse des Dépôts, Director of Savings Funds.

On 30 June 2016, Odile Renaud-Basso is appointed Director General of the Treasury.

JACQUES DE LAROSIÈRE

Discours d'ouverture

Opening statements



Né en 1929, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, ancien élève de l'ENA (promotion «Dix-Huit Juin»), inspecteur général des finances honoraire, Jacques de Larosière fut notamment sous-directeur des affaires multilatérales au service des affaires internationales à la direction du Trésor (1967-1971), avant d'être directeur adjoint, chef du service des prêts, garanties et autres interventions du Trésor (1971) puis chef du service des affaires internationales à la direction du Trésor (1971-1973) et chef du service des affaires financières à cette même direction (1973-1974).

Directeur du cabinet de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing au ministère de l'Économie et des Finances (1974), il fut ensuite directeur du Trésor de 1974 à 1978, avant d'être directeur général du Fonds Monétaire International de 1978 à 1987, puis gouverneur de la Banque de France de janvier 1987 en août 1993. Il fut président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et de Développement (BERD) de septembre 1993 à février 1998.

Jacques de Larosière a exercé de 1998 à 2008 les fonctions de conseiller du Président de Paribas, puis BNP Paribas.

Administrateur : Power Corporation 1998-2001, Alstom 1998-2000, France Telecom 1998 ; Chairman de The Per Jacobsson Foundation 1999-2004, Trustee de Reuters Founders Share Company Limited 1999-2004, Président de l'Observatoire de l'Épargne Européenne -OEE- 1999, co-chairman d'Eurofi 2000, Président depuis 2009, Co-Président du « Comité spécial chargé des problèmes de prévention et de traitement de la dette des pays émergents » dans le cadre de l'Institut de Finance Internationale - IFI (2003-2010), Président du Comité Stratégique de l'Agence France Trésor (2004), Chairman Advisory Board MidEuropa Fund (2006), Co-Président du « Market Monitoring Group » - IIF - (2005), Member Advisory Board China Development Bank (2005 à 2008), Member of the Group of Trustees for the Principles for Emerging Markets, 2006, Membre du Conseil de Stichting NYSE Euronext et trustee de NYSE Group Trust I - the U.S. Trust - (April 2007-2014).

Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques (1993) ; président de l'Association Internationale Cardinal de Lubac ; Membre Honoraire de la Société des Cincinnati de France ; Grand Officier de la Légion d'Honneur ; K.B.E.

Member of the «Académie des Sciences Morales et Politiques» of the Institut de France. Grand Officier of the Legion d'Honneur, KBE. Member of the French Society of the Cincinnati.

Entered the French Treasury in 1958 as Inspecteur des Finances.

Former Undersecretary of Monetary Affairs: French Treasury (1974-1978). Former Managing Director of the IMF (1978-1987). Former Governor of the Banque de France (1987-1993). Former President of the European Bank for Reconstruction and Development (1993-1998). Chairman of the high level committee on the reform of the European financial supervisory architecture (2008-2009). Advisor to the Chairman of BNP Paribas (1998-2009). Chairman of Eurofi (2000-). Member of the G30. Chairman of the "Observatoire de l'Épargne Européenne" (1999 -). Chairman of the Strategic Committee of the Agence France-Trésor (2004 -).

BENOÎT CŒURÉ

Le rôle du Club de Paris dans le système financier international : 60 ans de contribution effective d'une institution informelle

The Paris Club in the international financial system : 60 years of effective contribution from an informal institution



Membre du directoire de la Banque centrale européenne

Benoît Cœuré est membre du directoire de la Banque centrale européenne depuis le 1er janvier 2012. Il est responsable des relations internationales et européennes, des opérations de marché et de la surveillance des systèmes de paiement. En septembre 2013, il a été nommé président du Comité sur les systèmes de paiement et de règlement de la Banque des règlements internationaux.

Avant de rejoindre la BCE, M. Cœuré a assumé diverses fonctions au sein de la direction générale du Trésor du ministère des Finances français. De 2002 à 2007, il a occupé le poste de directeur général adjoint, et ensuite de directeur général de l'Agence France Trésor, chargée de la gestion de la dette de la France. De 2007 à 2009, il a été chef du service des Affaires multilatérales et du développement, co-président du Club de Paris et « sous-sherpa finances » au G8 et au G20 pour la France. De 2009 à 2011, il a assuré les fonctions de directeur général adjoint et d'économiste en chef à la Direction générale du Trésor.

De plus, il a co-présidé, en 2009, le groupe de travail du G20 sur la réforme de la Banque mondiale et des autres banques multilatérales de développement et, en 2011, le sous-groupe de travail du G20 sur la gestion de la liquidité mondiale.

M. Cœuré est diplômé de l'École polytechnique de Paris. Ancien élève de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), il détient un diplôme d'études approfondies d'analyse et politique économique et est titulaire d'une licence de japonais. Il est professeur associé à Sciences Po Paris. Il est en outre l'auteur de nombreux articles et livres sur la politique économique, le système monétaire international et les questions économiques liées à l'intégration européenne, dont *Politique économique*, De Boeck, édition révisée en 2012, paru également en 2010 chez Oxford University Press (avec Agnès Bénassy-Quéré, Pierre Jacquet et Jean Pisani-Ferry) et *Economie de l'euro* (avec Agnès Bénassy-Quéré).

Member of the Executive Board of the European Central Bank

Benoît Cœuré has been a member of the Executive Board of the European Central Bank since 1 January 2012. He is responsible for International and European Relations, Market Operations and the Oversight of Payment Systems. He is the Chairman of the Committee on Payments and Market Infrastructures (CPMI) of the Bank for International Settlements, and has held this position since October 2013.

Prior to joining the ECB, he served in various policy positions at the French Treasury. He was the Deputy Chief Executive, then Chief Executive, of the French debt management office, Agence France Trésor, between 2002 and 2007. From 2007 to 2009, he was France's Assistant Secretary for Multilateral Affairs, Trade and Development, co-chair of the Paris Club and G8 and G20 Finance Sous-Sherpa for France. From 2009 to 2011, he was Deputy Director General and Chief Economist of the French Treasury.

Mr Cœuré co-chaired the G20 working group on reforming the World Bank and the other multilateral development banks in 2009, and the G20 sub-working group on global liquidity management in 2011.

Mr Cœuré is a graduate of the École polytechnique in Paris. He holds an advanced degree in statistics and economic policy from the École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) and a B.A. in Japanese. He is an affiliate professor at Sciences Po in Paris. He has authored articles and books on economic policy, the international monetary system and the economics of European integration, including *Dealing with the New Giants: Rethinking the Role of Pension Funds* (CEPR, 2006, with Tito Boeri, Lans Bovenberg and Andrew Roberts) and *Economic Policy: Theory*

and Practice (Oxford University Press, 2010, with Agnès Bénassy-Quéré, Pierre Jacquet and Jean Pisani-Ferry).

DANIEL KABLAN DUNCAN

Le rôle du Club de Paris dans le système financier international : 60 ans de contribution effective d'une institution informelle

The Paris Club in the international financial system : 60 years of effective contribution from an informal institution



Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Finances

De 1970 à 1973, il exerce en qualité de fonctionnaire au Ministère de l'Économie et des Finances, où il occupe la fonction de Sous-Directeur des Interventions et des Relations Économiques Extérieures. De 1974 à 1986, il entre à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en qualité de Chef de service des Études de l'Agence d'Abidjan, puis devient adjoint au Directeur National. Après un passage à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale de Côte d'Ivoire (CNPS) en qualité de Directeur Général, Monsieur Daniel Kablan DUNCAN est nommé, 1989 à 1990, Directeur Central du patrimoine et de l'informatique au siège de la BCEAO à Dakar.

De juillet 1990 à novembre 1990, Monsieur Daniel Kablan DUNCAN est nommé Ministre de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire. De novembre 1990 à décembre 1993, il est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Économie, des Finances, du Budget, du Plan, du Commerce et de l'Industrie. Le 11 décembre 1993, il est nommé Premier Ministre, Chef du Gouvernement jusqu'au coup d'État militaire du 23 décembre 1999.

A la suite de l'accession de Son Excellence ALASSANE OUATTARA à la magistrature suprême du pays, Monsieur Daniel Kablan DUNCAN est nommé, dans le Gouvernement de juin 2011, Ministre d'État, Ministre des Affaires Étrangères.

Depuis le 22 novembre 2012, il est à nouveau nommé Premier Ministre, Chef du Gouvernement, cumulativement avec les fonctions de Ministre de l'Économie et des Finances.

Prime Minister and Minister of Economy and Finances, Côte d'Ivoire

Mr Duncan started his career at the Ministry of Economy and Finance of the Republic of Côte d'Ivoire (1970-1973) before entering at the Central Bank of the West African States where he held various positions (from Head of Survey in Abidjan agency to Deputy director) (1974-1990).

After having served as Minister in charge of Economy, Finances, Budget, Planification, Trade and Industry (1990-1993), he was then appointed Prime Minister in 1993 and served until 1999. In 2011, he became Minister of Foreign Affairs.

Since November 2012 he has been serving as Prime Minister and Minister of Economy and Finances.

CHRISTIAN NOYER

Le rôle du Club de Paris dans le système financier international : 60 ans de contribution effective d'une institution informelle

The Paris Club in the international financial system : 60 years of effective contribution from an informal institution



Gouverneur honoraire de la Banque de France et ancien Président du Club de Paris

Il a présidé le Club de Paris, chargé de rééchelonner la dette des pays pauvres, et il préside le Conseil de la politique monétaire, la Commission bancaire, ainsi que le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Il est membre du club Le Siècle.

À partir de 1976, il est affecté à la direction du Trésor du ministère de l'Économie et des finances.

De 1980 à 1982, il est à la représentation permanente de la France auprès des communautés européennes.

En 1982, il est nommé chef du bureau pour les réglementations et relations du ministère des finances avec la profession bancaire, tout en assurant de 1984 à 1987 le secrétariat général de l'association des anciens élèves de l'ENA.

De 1986 à 1988, il est conseiller au cabinet du ministre des Finances Édouard Balladur.

Il revient ensuite au trésor en occupant différents postes, avec plusieurs missions pour Édouard Balladur, gravissant les échelons avant de prendre la direction du Trésor en 1993, jusqu'en 1995. En 1993, il est directeur de cabinet d'Edmond Alphandéry, ministre des finances. De 1995 à 1997, il est directeur de cabinet de Jean Arthuis, ministre des Finances.

En 1998, à la création de la Banque centrale européenne, et après l'échec de la France à placer un Français à sa tête, Christian Noyer est nommé vice-président auprès du Néerlandais Wim Duisenberg.

Puis en 2003, il remplace Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque de France. À ce titre, il est membre du Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne. Son mandat de six ans, renouvelé en octobre 2009, s'achève en 2015, Christian Noyer atteignant la limite d'âge pour occuper cette fonction.

Le 8 mars 2010, Christian Noyer est nommé président du conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux (BRI) pour un mandat de trois ans. En janvier 2013, il y est reconduit pour une durée de trois ans.

Il est nommé membre du Haut Conseil des finances publiques par le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, à compter du 21 septembre 2015, pour une durée de cinq ans.

Honorary Governor, Banque de France - Member of the French fiscal council (Haut conseil des finances publiques - Non-executive Director of Power Corporation of Canada

Christian Noyer was born on 6 October 1950 in Soisy-sous-Montmorency, near Paris. He studied law and subsequently graduated from the Institut d'études politiques de Paris and the École nationale d'administration.

Appointed to the Treasury in the Ministry of the Economy and Finance in 1976, he then spent two years (1980-1982) at France's permanent representation to the European Communities in Brussels. Back at the Treasury, he held a range of posts (government cash and debt management, banking affairs, financing of industry and state-owned enterprises, multilateral issues and export financing). He was appointed Head of the Treasury in 1993. His experience includes working closely with several Ministers of Finance: he was Advisor to Edouard Balladur (1986-1988), and Chief of Staff for two other Ministers of Finance, Edmond Alphandéry and Jean Arthuis (1993, and 1995-1997 respectively).

He was appointed Vice-President of the European Central Bank in Frankfurt when the institution was set up in 1998.

Christian Noyer has been Governor of the Banque de France between November 2003 and October 2015. He was reappointed for a second six-year term in 2009. He was a member of the Governing Council and the General Council of the European Central Bank most of the time between 1998 and 2015.

During his tenure as Governor, Christian Noyer was also Chairman of the Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR – the French Prudential Supervision and Resolution Authority for banks and insurance). He also chaired the supervisory boards of the Institut d'émission des départements d'Outre-Mer (IEDOM) and the Institut d'émission d'Outre-Mer (IEOM) - the French overseas note-issuing central banks.

Christian Noyer was elected as chairman of the Bank for International Settlements between March 2010 and October 2015. Among other Official international positions he has been alternate Governor at the International Monetary Fund, and Chairman of the Paris club of creditor countries (1993-97).

He has been awarded the honours of Commandeur de la Légion d'Honneur and Commandeur des Arts et des Lettres in France, and has received decorations from several other countries.

He is the author of "Banks, the rules of the game" (1990) and of numerous articles on economic and financial issues.

LUIZ AWAZU PEREIRA DA SILVA

Le rôle du Club de Paris dans le système financier international : 60 ans de contribution effective d'une institution informelle

The Paris Club in the international financial system : 60 years of effective contribution from an informal institution



Directeur général adjoint de la Banque des règlements internationaux

Luiz Awazu Pereira da Silva est directeur général adjoint de la Banque des règlements internationaux.

Il a auparavant occupé le poste de vice-gouverneur de la banque centrale du Brésil, où il était responsable de la politique économique, des affaires internationales et de la régulation financière.

Il a également été vice-ministre des Finances, où il s'occupait des affaires internationales, mais aussi du rôle d'économiste en chef du ministère du Budget et de la Planification.

Il a aussi exercé la fonction de directeur régional et de conseiller de l'économiste en chef de la Banque mondiale, et a travaillé pour l'institut de la politique fiscale et monétaire du ministère japonais des finances et pour la Banque japonaise pour la coopération internationale en tant que directeur du risque-pays.

Il a publié des articles de recherche sur l'économie du développement, la modélisation macroéconomique, la régulation financière et la politique monétaire.

Deputy General Manager at the Bank for International Settlements (BIS)

Luiz Awazu Pereira da Silva is currently Deputy General Manager at the Bank for International Settlements (BIS).

Before that he was Deputy-Governor at the Central Bank of Brazil, in charge of Economic Policy, International Affairs and Financial Regulation.

He also held the position of Deputy-Finance Minister, in charge of International Affairs at the Ministry of Finance and of Chief Economist of the Ministry of Budget and Planning.

He was also Regional Country Director and Advisor to the Chief Economist at the World Bank and, in Japan, worked at the Institute of Fiscal and Monetary Policy of the Ministry of Finance and as Country Risk Director at the Japan Bank for International Cooperation.

He has worked and published on development economics, macro-modeling, financial regulation and monetary policy.

CHRISTINE LAGARDE

Intervention

Keynote intervention



Directrice générale du FMI

Née à Paris en 1956, Christine Lagarde a terminé ses études secondaires au Havre et fréquenté le collège Holton Arms à Bethesda (Maryland, États-Unis d'Amérique). Elle a ensuite poursuivi ses études de droit à l'Université de Paris X et obtenu une maîtrise à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

Après son admission au barreau de Paris, Madame Lagarde est entrée au cabinet d'avocats international Baker & McKenzie comme associée spécialiste en droit du travail, en droit de la concurrence et en fusions-acquisitions. Membre du Comité exécutif de Baker & McKenzie en 1995, elle est devenue présidente du Comité exécutif monde en 1999, avant de présider le Comité stratégique monde en 2004.

En juin 2005, Christine Lagarde est entrée au gouvernement français comme ministre du Commerce extérieur. Après un bref passage au ministère de l'Agriculture et des Pêches, elle est devenue en juin 2007 la première femme ministre des Finances et de l'Économie d'un pays du G-7. De juillet à décembre 2008, elle a également présidé l'ECOFIN, conseil des ministres de l'économie et des finances de l'Union européenne, et contribué à ce titre à promouvoir des politiques internationales axées sur la supervision et la réglementation financières et à renforcer la gouvernance économique mondiale. Devenue présidente du G-20 lorsque la France en a assumé la présidence pour 2011, elle a lancé un vaste chantier de réforme du système monétaire international.

Le 5 juillet 2011, Christine Lagarde est devenue le onzième Directeur général du FMI et la première femme à occuper ce poste. Le 19 février 2016, le Conseil d'administration du FMI l'a choisie pour effectuer un deuxième mandat de cinq ans en tant que Directrice générale du FMI, à compter du 5 juillet 2016.

Christine Lagarde a été élevée au rang d'Officier de la Légion d'honneur en avril 2012.

Ancienne membre de l'équipe nationale française de natation synchronisée, Madame Lagarde est mère de deux enfants.

Managing Director, IMF

Born in Paris in 1956, Christine Lagarde completed high school in Le Havre and attended Holton Arms School in Bethesda (Maryland, USA). She then graduated from law school at University Paris X, and obtained a Master's degree from the Political Science Institute in Aix en Provence.

After being admitted as a lawyer to the Paris Bar, Christine Lagarde joined the international law firm of Baker & McKenzie as an associate, specializing in Labor, Anti-trust, and Mergers & Acquisitions. A member of the Executive Committee of the Firm in 1995, Christine Lagarde became the Chairman of the Global Executive Committee of Baker & McKenzie in 1999, and subsequently Chairman of the Global Strategic Committee in 2004.

Christine Lagarde joined the French government in June 2005 as Minister for Foreign Trade. After a brief stint as Minister for Agriculture and Fisheries, in June 2007 she became the first woman to hold the post of Finance and Economy Minister of a G-7 country. From July to December 2008, she also chaired the ECOFIN Council, which brings together Economics and Finance Ministers of the European Union, and helped foster international policies related to financial supervision, regulation, and strengthening global economic governance. As Chairman of the G-20 when France took over its presidency for the year 2011, she set in motion a wide-ranging work agenda on the reform of the international monetary system.

On July 5, 2011, Christine Lagarde became the eleventh Managing Director of the IMF, and the first woman to hold that position. On February 19, 2016, the IMF Executive Board selected her to serve as IMF Managing Director for a second five-year term starting on July 5, 2016.

Christine Lagarde was named Officier in the Légion d'honneur in April 2012.

A former member of the French national team for synchronized swimming, Christine Lagarde is the mother of two sons.

TIÉMOKO MEYLIET KONE

Les acteurs souverains dans l'environnement changeant de la restructuration de dette officielle

Sovereign actors and the changing landscape of official debt restructuring



M. Tiémoko Meyliet KONE est Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest depuis le 30 mai 2011, date à laquelle il a été choisi par la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine pour diriger cette institution.

M. KONE occupait précédemment les fonctions de Conseiller Spécial du Président de la République de Côte d'Ivoire, chargé des questions économiques et monétaires.

M. Tiémoko Meyliet KONE est un familier de la BCEAO, qui fut un proche collaborateur des trois Gouverneurs qui se sont succédé : Feu Abdoulaye FADIGA, Alassane D. OUATTARA et Charles Konan BANNY.

En effet, recruté sur concours après ses études supérieures, puis versé dans l'encadrement supérieur de ce prestigieux établissement, le Gouverneur KONE a accompli la plus grande partie de sa carrière à la BCEAO où il a été successivement :

- Adjoint au Directeur National de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire
- Directeur Central de l'émission et des opérations financières au siège de la BCEAO à Dakar, et à ce titre, il était également membre du Comité d'Analyse de la conjoncture interne et internationale.

- Directeur National de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire et Gouverneur suppléant au Fonds Monétaire International de 1991 à 1998.

- Conseiller du Gouverneur de la BCEAO et Directeur du Département de l'Administration Générale et de la Formation.

- Contrôleur Général,

- Conseiller Spécial et membre du Gouvernement de la Banque. Il a participé à ce titre à toutes les décisions prises pour la gestion de la Banque Centrale, la conception et la mise en oeuvre de la politique monétaire des Etats membres jusqu'en décembre 2006.

- Cumulativement, il a été Président du Conseil d'Administration de la CRRAE (Caisse de Retraite par Répartition des Agents de l'UEMOA) de 1996 à 2006.

M. Tiémoko KONE a par la suite intégré en 2007 l'Administration Publique Ivoirienne au sein de laquelle il a occupé les fonctions de Directeur de Cabinet du Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire, avec rang de Ministre (2007 à 2010), de Ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat puis, enfin, de décembre 2010 à mai 2011, celles de Conseiller Spécial du Président de la République, Chargé des Affaires Economiques et Monétaires.

En sa qualité de Gouverneur de la BCEAO, M. KONE assure la présidence de la Commission de Supervision Bancaire et de plusieurs autres organes de l'UEMOA.

Sur le plan international, M. KONE a assuré la Présidence des Organismes ci-après :

- Président du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la CEDEAO

- Président de l'Initiative Africaine sur les Politiques de Services Financiers via la téléphonie mobile (AMPI)

L'objectif principal du Gouverneur KONE est d'accroître le rayonnement de l'institution monétaire, son envergure, mais surtout son efficacité dans l'accomplissement de ses missions au sein de l'UEMOA.

Mr. Tiémoko Meyliet KONE is the Governor of the Central Bank of West African States (BCEAO in french) since may 30th, 2011 when he has been designated as such by the Heads of States during the Conference of West African Monetary Union (WAMU). Before then, Mr KONE was a special adviser of the President of the Republic of Cote d'Ivoire, in charge of economic and monetary issues.

Mr KONE has spend almost 35 years at BCEAO before retiring. He was a close collaborator to the three past governors : the late Abdoulaye FADIGA, Dr Alassane D. OUATTARA and Charles Konan BANNY.

Recruited after his graduation and immediatly sent to BCEAO, Gouverneur KONE has spent most of his career at the central bank where he held the following positions :

- Deputy National Director of BCEAO's National Office for Côte d'Ivoire

- Director for financial transactions at the headquarters in Dakar; in this position, he was also member of the Comitee for National and International analysis conjuncture.

- National Director for BCEAO's National Office for Côte d'Ivoire and substitute governor at the IMF

- Advisor to the Governor of BCEAO and Director in charge of

- Administration and Training

- General Controler

- Special Advisor and member of the central bank government.

In this position, he has taken active part of all decision making in the management of the central bank, the setting up and implementation of monetary policies till december 2006.

- During that period, he was also the Chairman the Board of the West African Pension Fund named CRRAE-UMOA, from 1996 to 2006.

After that, back to his home country, Mr KONE was appointed as Cabinet Director at the Prime Minister's Office, with the grade of Minister from 2007 to 2010 ; Then he joined the Government as Minister of Construction, Urban Developpement and Housing.

Last but not least, from december 2010 to may 2011, he became special advisor to the President of the Republic of Côte d'Ivoire, in charge of Economic and Monetary affairs.

Internationally, Mr. KONE has been the Chairman of the following organizations :

- Chairman of the Governor's Committee for ECOWAS central banks ;

- President of the African Initiative on Financial Services Policy via mobile telephony

(AMPI)

As Governor of BCEAO, Mr. KONE holds the presidency of the WAMU Banking Commission and several other WAMU institutions.

The objective of Governor KONE is to increase worldwide the influence of the Central Bank of West African countries, its scale and its efficacy in carrying out its tasks within the West African Monetary Union.

JOAQUIM LEVY

Les acteurs souverains dans l'environnement changeant de la restructuration de dette officielle

Sovereign actors and the changing landscape of official debt restructuring



Directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Managing Director and World Bank Group Chief Financial Officer

En qualité de directeur général et de directeur financier du Groupe de la Banque mondiale, Joaquim Levy est responsable des stratégies relatives aux questions financières et à la gestion des risques du Groupe de la Banque mondiale et des institutions qui le composent. Il s'agit entre autres de l'élaboration de produits et services financiers innovants, de la surveillance de la production des rapports financiers, de la gestion des risques et de la mobilisation des ressources financières en harmonie avec la stratégie du Groupe.

M. Levy contribue en outre au dialogue international sur les normes et les meilleures pratiques financières, notamment au Conseil de stabilité financière où il représente le Groupe de la Banque mondiale.

Il est entré au Groupe de la Banque mondiale en février 2016. Auparavant, il était ministre des Finances de la République fédérative du Brésil et a œuvré, aux côtés de sa présidente et au sein du gouvernement, à la réforme de la cinquième économie du monde.

Il commence sa carrière au Fonds monétaire international (FMI), où il occupe diverses fonctions de 1992 à 1999. Après un passage à la Banque centrale européenne comme économiste invité, entre 1999 et 2000, il devient secrétaire adjoint à la politique économique au sein du ministère des Finances. Il est ensuite nommé économiste en chef au ministère brésilien du Plan, du Budget et de la Gestion en 2001, puis secrétaire au Trésor en 2003.

À partir de 2006, il est vice-président des Finances de la Banque interaméricaine de développement (BID).

En 2007, il est nommé secrétaire des Finances de l'État de Rio de Janeiro. Il parvient à refonder la gestion des finances publiques, ce qui vaut à cet État d'être classé dans la catégorie « investissement » de l'agence de notation Standard & Poor's.

De 2010 à 2014, il est directeur général de Bradesco Asset Management S.A. Distribuidora de Títulos e Valores Mobiliários, une division de Banco Bradesco S.A., deuxième groupe bancaire privé du Brésil, où il gère un portefeuille de plus de 130 milliards de dollars.

Il a siégé au Conseil d'administration du Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social.

M. Levy est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Chicago (1992), d'une maîtrise en économie de la Fundação Getúlio Vargas (1987) et est diplômé en architecture navale et génie maritime de l'université fédérale de Rio de Janeiro.

As Managing Director and World Bank Group Chief Financial Officer, Joaquim Levy is responsible for the financial and risk management strategies of the World Bank Group and for the institutions that make up the Group. This includes development of new, innovative financial products and services, oversight of the financial reporting, risk management, and mobilization of financial resources in alignment with the Group's strategy.

Levy contributes to the international dialogue on financial standards and best practices, primarily through his representation of the Group at the Financial Stability Board.

Levy joined the World Bank Group in February 2016. Previously, he served as the Minister of Finance for the Federal Republic of Brazil, working with the president and government in reforming the world's fifth largest economy.

From 2010 to 2014, Levy was CEO of Bradesco Asset Management S.A. Distribuidora de Títulos e Valores Mobiliários, division of Banco Bradesco S.A., Brazil's second-largest private bank group, handling a portfolio of more than \$130 billion.

In 2007, Levy was appointed as the Secretary of Finance of the state of Rio de Janeiro, where he was able to successfully re-engineer the apparatus of financial management from top to bottom, which led to the state receiving an investment-grade credit rating from Standard & Poor's.

From 2006, Levy was the Executive Vice President of Finance and Administration at the Inter-American Development Bank. In 2003, he was appointed as the Secretary of Brazil's National Treasury. In 2001, he was appointed as the Chief Economist at the Brazilian Ministry of Planning, Budget & Management. He became the Deputy Secretary of Economic Policy at the Brazilian Finance Ministry in 2000.

Levy served as Board Member of Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social.

Prior to Levy's position as Visiting Economist at the European Central Bank from 1999 to 2000, he held several positions within the International Monetary Fund from 1992.

Levy holds a doctorate in economics from the University of Chicago (1992); a master's in economics from Getúlio Vargas Foundation (1987); and graduated in Naval Architecture and Marine Engineering from the Federal University of Rio de Janeiro.

JEAN-CLAUDE TRICHET

Les acteurs souverains dans l'environnement changeant de la restructuration de dette officielle

Sovereign actors and the changing landscape of official debt restructuring

Président du Groupe des Trente - Président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel - Ancien Président de la Banque centrale européenne - Gouverneur Honoraire de la Banque de France

Jean-Claude Trichet est actuellement président du Groupe des 30 (Washington), président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel (Bruxelles) et membre de l'Institut (Académie des Sciences Morales et Politiques). Il préside la Commission Trilatérale pour l'Europe. Il est membre du conseil d'administration d'Airbus Group.

Jean-Claude Trichet travaille dans le secteur privé de 1966 à 1968, et est affecté à l'Inspection générale des finances en 1971. En 1978, Jean-Claude Trichet est nommé conseiller économique au cabinet du ministre de l'Économie puis, la même année, conseiller du Président de la République. Jean-Claude Trichet est président du Club de Paris (rééchelonnement des dettes souveraines) de 1985 à 1993. En 1986, il est directeur de cabinet du ministre de l'Économie. Il est nommé directeur du Trésor en 1987. Il est président du Comité monétaire européen de 1992 à 1993. Jean-Claude Trichet est nommé gouverneur de la Banque de France en 1993. Il met en œuvre dans les années 1980 et 1990 la stratégie française de « désinflation compétitive ».

Le 29 juin 2003, Jean-Claude Trichet est élu président des gouverneurs des banques centrales du Groupe des Dix (G-10). Il est également élu président des banquiers centraux de la Réunion de l'économie globale (Global Economy meeting). Il est nommé président de la Banque centrale européenne le 16 octobre 2003. Sa nomination prend effet à compter du 1er novembre 2003 et se termine le 1er novembre 2011.

Jean-Claude Trichet a été nommé « Personnalité de l'année » (Person of the Year) par le Financial Times (en 2007), « Policymaker of the year » par la revue économique The International Economy magazine (à deux reprises, en 1991 et en 2007), n° 5 dans la liste des personnalités les plus influentes du monde (Most powerful people in the world) Newsweek (2008) et l'une des personnalités les plus influentes du monde (Most influential people in the world) Time Magazine (2011). Il a reçu différents prix, dont le prix franco-allemand de la Culture (en 2006) et la médaille d'or « Ludwig-Erhard » (en 2007). Le Prix international Charlemagne 2011 d'Aix-la-Chapelle lui a été attribué pour son engagement en faveur de l'unité européenne. Il a également reçu le Prix de l'économie mondiale 2011 du Kiel Institute, le "lifetime achievement award" du NABE (National Association of Business Economists) en 2014 (Washington) ainsi que le prix pour réalisations exceptionnelles dans le domaine monétaire de la "Monetärer Workshop" en 2016 (Francfort).

Né à Lyon, Jean-Claude Trichet est inspecteur général des finances honoraire et ingénieur civil des Mines. Il est diplômé de l'École nationale supérieure des Mines de Nancy, de l'Institut d'études politiques de Paris, de l'Université de Paris (en sciences économiques) et de l'École nationale d'administration (ENA). Les universités de Liège, Montréal, Stirling, Tel-Aviv, Bologne et Sofia lui ont conféré le titre de docteur honoris causa.



Chairman of the Group of Thirty - Chairman of the Board of Directors of the Bruegel Institute - former President of the European Central Bank - Honorary Governor of the Banque de France

Jean-Claude Trichet is presently chairman of the Group of Thirty (Washington), chairman of the Board of Directors of Bruegel Institute and a member of the « Institut de France » (Académie des Sciences Morales et Politiques). He also chairs the Trilateral Commission for Europe. He is a member of the board of directors of Airbus Group.

Jean-Claude Trichet worked in the competitive sector from 1966 to 1968. He was appointed to the Inspection générale des Finances in 1971. He was assigned to various posts at the Ministry of Finance in the General Inspectorate of Finance and later in the Treasury Department, where in 1976 he became Secretary General of the Interministerial Committee for Improving Industrial Structures (CIASI).

Jean-Claude Trichet was made an adviser to the President of the French Republic in 1978. In 1986 he directed the Private Office of the Minister of Economic Affairs, Finance and Privatisation. In 1987 he became Director of the Treasury. He was Chairman of the European Monetary Committee from 1992 until his appointment as Governor of the Banque de France in 1993. He was instrumental in the implementation of the French strategy of "competitive disinflation" in the 80's and the 90's.

Jean-Claude Trichet was elected Chairman of the Group of Ten (G10) Governors on 29 June 2003. He was elected President of the "Global economy meeting" of Central Bank governors and President of the Group of Governors and heads of supervision (GHOS) in Basel (until October 2011). He was appointed President of the European Central Bank on 16 October 2003 by common accord of the Governments of the Member States that have adopted the euro at the level of Heads of State or Government for a term of office of eight years starting on 1 November 2003 and ending on 31 October 2011. Since late 2010 and until end of October 2011, Mr Trichet has also been Chairman of the European Systemic Risk Board (ESRB).

He was named "Person of the Year" by the Financial Times (2007), "Policymaker of the Year" by The International Economy magazine (1991 and 2007), was n° 5 of the "World most powerful" in the 2008 Newsweek list and was one of the "Most influential people in the world" in Time Magazine (2011). He has received a number of awards, including the 2011 International Charlemagne Prize of Aachen for his contribution to European unity and also received the 2011 Global Economy Prize from the Kiel Institute for the World Economy. He received the «lifetime achievement award» of the National Association of Business Economists in Washington (2014) and the Prize for outstanding achievements of the « Monetärer Workshop », Francfort (2016).

Born in Lyon, Jean-Claude Trichet is an honorary Inspecteur général des Finances and Ingénieur civil des Mines. He is a graduate of the Ecole nationale supérieure des Mines de Nancy, of the Institut d'études politiques de Paris, of the Université de Paris (in economics) and of the Ecole nationale d'administration. He has been awarded honorary doctorates by several universities (Stirling, Montreal, Liege, Tel Aviv, Bologne and Sofia).

TAO ZHANG

**Les acteurs souverains dans l'environnement
changeant de la restructuration de dette officielle**

*Sovereign actors and the changing
landscape of official debt restructuring*



Vice-Gouverneur, Banque populaire de Chine

Avant d'être vice-gouverneur, Mr Tao ZHANG a exercé de nombreuses responsabilités au siège de la Banque populaire de Chine : il a ainsi été directeur général du département juridique, vice-directeur général des départements de la recherche et des affaires internationales, et directeur général du département de la statistique et de l'analyse.

Entre 2011 et 2015, il a été administrateur de la Chine au Fonds monétaire international. Avant ce poste, il exerçait la fonction de directeur général du département des affaires internationales. Il a aussi travaillé pour la Banque mondiale (1995-1997), et à la Banque asiatique de développement (1997-2004).

Mr Zhang est vice-président de l'Association chinoise d'économie internationale depuis 2007 et vice-président de l'Association chinoise de la statistique depuis 2008.

Mr Zhang est titulaire d'un master et d'un doctorat de l'Université de Californie (Santa Cruz), ainsi que d'une licence de génie électrique et d'un master en finance de l'université de Tsinghua (Pékin).

Deputy Governor, People's Bank of China

Before being Deputy Governor, Mr. Tao ZHANG held various positions in People's Bank of China Beijing, including as Director-General of Legal Affairs Department, Deputy Director General, Research Department and the International Department and Director General of the Department of Statistics and Analysis.

From 2011 to 2015 he assumed duties as Executive Director for China at the International Monetary Fund. Prior to this position, he was Director General of the International Department. He also worked at the World Bank (1995-1997) and the Asian Development Bank (1997-2004).

Mr. Zhang has been Vice President of the China International Economics Association since

2007 and Vice President of the China Statistics Association since 2008.

Mr. Zhang has an M.A. and Ph.D. in International Economics from the University of

California, Santa Cruz, and a B.S. Electrical Engineering and M.S. Finance from Tsinghua

University, Beijing.

NATHAN SHEETS

Les acteurs souverains dans l'environnement changeant de la restructuration de dette officielle

Sovereign actors and the changing landscape of official debt restructuring



Sous-Secrétaire chargé des Affaires internationales

La nomination de Nathan Sheets au poste de Sous-Secrétaire du Trésor pour les Affaires internationales a été confirmée par le Sénat américain en septembre 2014. La principale responsabilité lui incombant à ce poste est celle de conseiller le Secrétaire du Trésor sur les affaires touchant à l'économie internationale.

Mr Sheets occupait depuis septembre 2011 le poste de responsable mondial du département d'économie international chez Citigroup. Il était alors en charge de faire des recommandations d'ordres économique et financier aux clients institutionnels de la banque, tout en assurant la direction de son équipe d'économistes. Il intervenait fréquemment sur CNBC, Bloomberg TV et CNN International. Ses projets de recherche portaient essentiellement sur des problématiques mondiales, et notamment sur le rôle des États-Unis dans l'économie globale.

Mr Sheets a par ailleurs travaillé pendant 18 ans au sein du Comité d'administration de la Federal Reserve, où il a occupé divers postes. Il a ainsi été directeur du département de finance internationale du Comité d'administration de septembre 2007 à août 2011. Durant cette période, il était également l'un des trois économistes du Comité fédéral de l'Open Market, où il faisait part de ses analyses macroéconomiques et financières sur le développement des économies étrangères, ainsi que de ses projections concernant les échanges américains, le dollar et le prix global des matières premières. Il a aussi joué un rôle essentiel dans la définition des lignes de swap accordée par la FED aux autres banques centrales durant la crise financière. Mr Sheets représentait alors la FED dans les sommets internationaux, et était membre du Comité sur le financement international soutenu par la Banque des règlements internationaux. Entre 2006 et 2007, alors qu'il était en congé du Comité d'administration, il fut conseiller principal de l'administrateur des États-Unis au Fonds monétaire international.

Mr Sheets a publié des articles de recherche dans plusieurs revues, parmi lesquelles Journal of Money, Credit, and Banking, Journal of International Money, Journal of International Economics et Review of International Economics. Il est titulaire d'une licence en économie de la Brigham Young University obtenue en 1989. Il a obtenu un doctorat en économie au Massachusetts Institute of Technology en 1993, et a également été lauréat de la National Science Foundation Fellowship. Mr Sheet est membre du Council on Foreign Relations.

Under Secretary for International Affairs

Nathan Sheets was confirmed by the U.S. Senate as the Treasury Department's Under Secretary for International Affairs in September 2014. In this position, he serves as the senior official responsible for advising the Secretary of the Treasury on international economic issues.

Previously, Mr. Sheets worked as Global Head of International Economics at Citigroup, a position which he took up in September 2011. In that role, he provided economic and financial insights to the firm's institutional clients around the world and helped lead Citi's team of economists. He also appeared regularly on CNBC, Bloomberg TV, and CNN International. His research projects focused on global themes, with a particular emphasis on the role of the United States in the world economy.

Mr. Sheets worked previously at the Federal Reserve Board for 18 years in a variety of positions. From September 2007 to August 2011, he served as Director of the Board's Division of International Finance and as one of three Economists to the Federal Open Market Committee (FOMC). He advised the Committee on macroeconomic and financial developments in foreign economies, as well as on the outlook for U.S. trade, the dollar, and global commodity prices. He also played a key role in the Fed's swap line program with other central banks during the financial crisis. Mr. Sheets represented the Federal Reserve at a range of international meetings and was a member of the Committee on the Global Financial System (CGFS) sponsored by the Bank for International Settlements. From 2006-07, while on leave from the Board, he served as a Senior Advisor to the U.S. Executive Director at the International Monetary Fund.

Mr. Sheets has published research in the Journal of Money, Credit, and Banking, the Journal of International Money and Finance, the Journal of International Economics and the Review of International Economics. He received his B.A. in economics from Brigham Young University in 1989. As a recipient of the National Science Foundation Fellowship, he completed his Ph.D. studies at the Massachusetts Institute of Technology in 1993. Mr. Sheets is a member of the Council on Foreign Relations.

MICHEL SAPIN

Discours de clôture

Concluding remarks



Ministre des Finances et des Comptes publics

Michel Sapin, né le 9 avril 1952 à Boulogne-Billancourt, est ministre des Finances et des Comptes publics depuis avril 2014.

Ancien élève de l'ENA et membre du Parti socialiste, il a été maire d'Argenton sur Creuse, député de l'Indre et des Hauts-de-Seine, ministre délégué auprès du ministre de la Justice (1991 - 1992), ministre de l'Économie et des Finances (1992 - 1993), ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État (2000 - 2002) et ministre du Travail, de l'Emploi de la Formation professionnelle et du Dialogue social (2012 - 2014). Il a aussi été président du conseil régional du Centre de 1998 à 2000 puis de 2004 à 2007.

Minister for Finance and Public Accounts

Michel Sapin is a French politician. In April 2014, he was appointed Minister for Finance and Public Accounts in the cabinet of Prime Minister Manuel Valls.

Michel Sapin was born on 9 April 1952 in Boulogne-Billancourt; he is a graduate of France's National School of Administration. A member of the Socialist Party, he was elected mayor of Argenton-sur-Creuse in the département of Indre, and also served as MP for both the Indre and Hauts-de-Seine départements. His ministerial appointments include Minister Delegate reporting to the Minister for Justice (May 1991–April 1992), Minister for the Economy and Finance (April 1992–March 1992), Minister for the Civil Service and State Reform (March 2000–May 2002) and Minister for Labour, Employment, Vocational Training and Industrial Relations (May 2012–April 2014). He also served as Chairman of the Regional Council of the Centre region (1998–2000 and 2004–2007).

SANG MOK CHOI

Discours de clôture

Concluding remarks



Vice Ministre au Ministère de la Stratégie et des Finances

Né en 1963 à Séoul, il est diplômé de l'Université Nationale de Séoul et l'Université Cornell.

Après avoir débuté sa carrière au Ministère Coréen des Finances et de l'Économie en tant que directeur adjoint au département de politique monétaire extérieure (1987-1996) et en tant que Directeur adjoint sénior au département de politique économique (1996-1998), il est ensuite devenu Secrétaire assistant auprès du Président pour la planification politique.

De 2000 à 2003, il a été nommé responsable de projet au service des affaires financières, du Département pour les affaires financières, fiscal et entrepreneuriales à l'OCDE.

Entre 2003 et 2014 il a occupé plusieurs postes au Ministère de la Stratégie et des Finances (Secrétaire senior auprès du Ministre, Directeur du département des politiques des valeurs mobilières, Conseiller Politique en chef auprès du Ministre, Directeur général de la Politique économique), avant d'être nommé Secrétaire auprès du Président pour l'Economie et les affaires financières, en 2014.

En 2016, il est nommé Vice Ministre au Ministère de la Stratégie et des Finances.

Vice Minister of the Ministry of Strategy and Finance

Born in 1963, in Seoul, he graduated from Seoul National University and Cornell University.

After having started his career at the Ministry of Finance and Economy, as deputy director of the Foreign Exchange Policy Division at the Korean Ministry of Finance (1987-1996) and Senior Deputy Director at the Economic Policy Division (1996-1998), he then became Assistant Secretary to the President for Policy Planning.

From 2000 to 2003 he was appointed as Project Manager at the Financial Affairs Division, at the Directorate for Financial, Fiscal, and Enterprise Affairs at the OECD.

Between 2003 and 2014 he held various positions at the Ministry of Strategy and Finance (Senior Secretary to the Minister, Director of the Securities Policy Division, Chief Policy Advisor to the Minister, Director General for Economic Policy), before being appointed Secretary to the President for Economy and Financial Affairs in 2014.

In 2016, he was appointed Vice Minister of the Ministry of Strategy and Finance.



**Le Secrétariat du Club de Paris
peut être contacté à l'adresse suivante:**

Secrétariat du Club de Paris
Direction générale du Trésor
139, rue de Bercy
Télédoc 551
75572 Paris Cedex 12
France

Site Internet du Paris Club:
www.clubdeparis.org

**The Paris Club Secretariat
can be contacted at the following address:**

Secrétariat du Club de Paris
Direction générale du Trésor
139, rue de Bercy
Télédoc 551
75572 Paris Cedex 12
France

More information is available
on the Paris Club website:
www.clubdeparis.org